

ÉDUCATION DE QUALITÉ ET DÉVELOPPEMENT : REDORER LE BLASON DE L'ÉCOLE CONGOLAISE

« Quelles seraient les perspectives d'avenir qui devraient être étudiées par priorité ? La nation doit reconquérir le droit de former des personnes conscientes et libres, pour que tous les jeunes sans exception puissent s'épanouir et être utiles au développement du pays [...] »¹

Alain NZADI-A-NZADI, S.J.,
Chercheur en
littératures
francophones.
Directeur du CEPAS
et Rédacteur en Chef
de *Congo-Afrique*.
nzadialain@
gmail.com

Depuis quelques décennies, des critiques fusent de partout pour dénoncer une baisse continue de la qualité de l'éducation en RD Congo qui compromet le développement du pays. Invité pour s'exprimer à la tribune de la Conférence nationale souveraine (CNS) en 1992, Martin Ekwa portait déjà ce jugement implacable concernant l'école congolaise : « Le Zaïre a démolì l'instrument de son développement [l'école]. Il doit le reconstruire, très rapidement, sous peine de redevenir le terrain propice à l'exploitation, même par nos voisins les Nègro-africains avec lesquels nous avons partagé le sort de la colonisation, la joie des indépendances et l'angoisse d'un mauvais départ »².

Ainsi, quatre ans après la mise en œuvre de la gratuité de l'éducation de base dans les écoles publiques congolaises, mise en œuvre que d'aucuns ont jugée précipitée, voire politisée, certains analystes estiment que le manque de mesures d'accompagnement et d'encadrement de cette décision politique (infrastructures scolaires encore insuffisantes ou en mauvais état, conditions sociales précaires des enseignants, non-prise en compte des enseignants non mécanisés, etc.) risque d'entamer davantage la qualité de l'éducation, déjà en chute libre depuis quelques décennies. En effet, dans le juste combat que l'on mène contre la marginalisation des gagne-petit pour leur permettre de renouer avec

1 Martin EKWA, « L'école zaïroise de demain. Déclaration à la Conférence Nationale Souveraine (C.N.S.), le 25 mai 1992 », in *Zaïre-Afrique* n°266 (juin-juillet-août 1992), p. 362.

2 Martin EKWA, art. cité, p. 357.

l'école en rendant celle-ci gratuite au niveau de l'éducation de base, l'on a, peut-être, sacrifié la qualité de l'éducation sur l'autel de la quantité (une plus grande fréquentation scolaire).

Or, pour que l'école continue de jouer son rôle de levier principal du développement du pays, il est capital que la gratuité de l'enseignement aille de pair avec l'amélioration des infrastructures scolaires et des conditions sociales des enseignants, sans négliger la formation continue de ceux-ci. Sinon, comme le craignait Martin Ekwa, l'école risque de se retrouver hors jeu et d'échouer à satisfaire les attentes de la population et de la nation en marche vers son développement : « Les parents veulent le bonheur de leurs enfants, mais le bonheur n'est pas dans les savoirs à peine maîtrisés. Les entreprises veulent la compétence et la productivité de leur personnel, mais ces qualités ne se trouvent pas dans des diplômes maquillés. La Nation veut se sentir portée de l'avant par des jeunes adultes créatifs et engagés pour les autres, mais les valeurs de service et de créativité ne s'apprennent pas en recopiant dans des cahiers. Les acteurs de la politique veulent trouver une population qui sache s'informer, réfléchir, poser des actes responsables, mais les valeurs d'objectivité, de jugement et de responsabilité ne prennent pas consistance dans les magasins du savoir scolaire. Dans la course vers le développement l'école [congolaise] est toujours hors jeu. »³

Comment déjouer alors ce piège qui risque de rendre l'école congolaise définitivement non compétitive dans la course vers le développement du pays et du continent ? Comment allier la hausse de la fréquentation scolaire actuelle (grâce à la gratuité de l'enseignement de base) avec une éducation de qualité en RD Congo ? Les réflexions publiées dans cette livraison de *Congo-Afrique* proposent, à ce sujet, quelques pistes de solutions tirées de l'analyse du contexte éducatif congolais.

L'éducation étant un atout essentiel au développement d'un pays, la qualité doit guider toutes les politiques publiques y relatives

Dans sa contribution, Max Kupelesa établit un rapport logique entre l'éducation, la croissance économique et le développement humain. En s'appuyant sur différentes théories (pensée économique classique, théorie du capital humain, théorie néolibérale de l'économie de l'éducation, théories de la croissance endogène), il estime que l'éducation a un impact positif sur la croissance économique à travers l'augmentation et l'amélioration de la productivité des individus, des chances de leur employabilité, des salaires et du progrès technologique ; elle a également un impact sur le développement humain.

S'il est donc entendu que l'éducation joue un rôle capital dans le développement humain et dans la croissance économique d'un pays, il est

³ Martin EKWA, art. cité, p. 360.

impérieux que les politiques publiques concernant ce secteur vital soient exemptes de toute tendance politicienne ou populiste pour privilégier la qualité. Dans ce sens, la mesure de la gratuité doit être guidée par l'exigence de qualité pour que la jeunesse ne soit pas sacrifiée sur l'autel des calculs politiques à visées purement électoralistes.

L'étude d'Augustin Kalubi revient justement sur les conditions préalables à remplir pour que la gratuité de l'enseignement porte les fruits escomptés en RD Congo. À l'en croire, pour une mise en œuvre réussie et pérenne de la gratuité de l'enseignement primaire dans les écoles publiques, il faut avoir à l'esprit des indicateurs de performance (qualité, accessibilité, gouvernance) et initier impérieusement des réformes dans les structures de gestion scolaire (Dinacope⁴, bureaux gestionnaires, carte scolaire et mise à la retraite). Dès lors, pour redorer le blason de l'école congolaise et promouvoir une éducation de qualité, il est essentiel de mettre en place une série de mesures à différents niveaux, notamment l'investissement dans l'éducation, la formation continue des enseignants, l'adaptation du curriculum aux besoins locaux, le renforcement de la gouvernance et la réévaluation des partenariats. Expliquons brièvement chacune de ces mesures.

a) Promouvoir un investissement conséquent dans l'éducation

L'initiative du gouvernement congolais de matérialiser la mesure constitutionnelle de la gratuité de l'enseignement a été saluée par la majorité de la population, particulièrement les familles laissées sur le pavé par un système éducatif trop onéreux. Cependant, cette décision louable ne doit pas être purement politique et populiste. Elle doit s'accompagner d'un accroissement réel d'investissements dans le système éducatif congolais. Concrètement, le gouvernement congolais doit allouer des ressources suffisantes au secteur de l'éducation, en augmentant son budget et en veillant à l'utilisation efficace et efficiente de ces fonds. Comme le souligne Augustin Kalubi dans son analyse, cela permettrait d'améliorer et d'augmenter les infrastructures scolaires, de fournir aux écoles des ressources pédagogiques adéquates et de recruter des enseignants qualifiés.

b) Assurer la formation continue des enseignants

Si l'on veut que la qualité de l'éducation soit maintenue, il est crucial, en plus de veiller aux conditions sociales des enseignants grâce à une rémunération incitative, de leur fournir également une formation continue afin de les doter des compétences pédagogiques nécessaires et adaptées à l'évolution technologique. C'est d'ailleurs le sens des contributions de Guy Leta et d'Emmanuel Banywesize qui réfléchissent sur l'influence de la révolution technologique et numérique (Intelligence Artificielle-IA, Technologies de l'Information et de la Communication-TIC, etc.) sur

4 DINACOPE : Direction Nationale de Contrôle, de la Préparation de la Paie et de la Maîtrise des Effectifs du personnel administratif et enseignant.

l'enseignement en ce sens que cette révolution impose une réinvention du modèle pédagogique de l'école congolaise pour adapter cette dernière à la révolution technologique et numérique. Ainsi, la formation continue des enseignants doit inclure des programmes de développement professionnel, des ateliers de formation, des échanges d'enseignants avec d'autres pays ou d'autres provinces et l'accès à des ressources pédagogiques actualisées.

c) Promouvoir un curriculum adapté aux besoins locaux

Dans son allocution à la CNS à laquelle nous avons fait allusion, Martin Ekwa soulignait également l'importance d'adapter l'école congolaise pour lui permettre de mieux s'imprégner des réalités locales qu'elle est appelée à transformer : « Il faut donner la liberté de recréer un tissu naturel de relations entre chaque école et son milieu d'implantation, entre les enseignants et les familles des élèves, entre la formation scolaire et les besoins socio-économiques réels »⁵. En effet, si l'éducation doit demeurer l'atout majeur pour le développement du pays, il est important de développer un curriculum qui soit adapté aux besoins locaux et à la réalité congolaise. Cela implique de prendre en compte la culture, l'histoire et les défis spécifiques du pays, tout en fournissant aux élèves les compétences nécessaires pour réussir sur le plan académique et professionnel.

d) Renforcer la gouvernance et réévaluer les partenariats

Au regard des dénonciations de détournements qui entourent de manière générale l'administration des fonds publics, renforcer la gouvernance et la transparence dans la gestion des fonds publics dans notre pays, grâce à une politique de redevabilité clairement établie, demeure un impératif non contournable. Cela implique de lutter contre la corruption, de mettre en place des mécanismes de responsabilisation, d'impliquer les parents et les communautés locales dans la prise de décision et de promouvoir la participation citoyenne.

Par ailleurs, le gouvernement congolais devrait encourager les partenariats public-privé et les collaborations avec des organisations internationales, des ONG, des entreprises et des institutions académiques. Ces partenariats peuvent permettre d'accéder à des ressources supplémentaires, d'échanger de bonnes pratiques et de bénéficier de l'expertise de différents acteurs. Car, en même temps qu'il est essentiel de garantir l'accès à l'éducation pour tous les enfants congolais, indépendamment de leur origine sociale, de leur sexe ou de leur lieu de résidence, il est important de trouver des ressources nécessaires pour accompagner cet accroissement en nombre, notamment en recourant à d'autres partenaires en dehors de l'État qui croupit déjà sous le poids

5 Martin EKWA, art. cité, p. 361.

d'autres défis (sécuritaires, sanitaires, etc.). Les fonds ainsi mobilisés pourront permettre de créer des écoles dans les zones rurales, de mettre en place des programmes d'aide financière pour les familles défavorisées et de sensibiliser à l'importance de l'éducation.

Ainsi, en mettant en œuvre ces mesures, il est possible de redorer le blason de l'école congolaise pour qu'elle retrouve sa place de catalyseur du développement du pays ; il sera également possible de garantir une éducation de qualité pour les générations futures. Car, il faut éviter, d'urgence, que des politiques publiques visant un secteur aussi crucial de la vie de la nation soient souvent guidées par des calculs politiques. Le Congo de demain pourrait en payer un lourd tribut et compromettre en même temps son développement ! ■



Vient de paraître aux éditions du CEPAS